

Nouveaux Cahiers du socialisme

Du municipal au municipalisme

Jonathan Durand Folco



Numéro 20, automne 2018

Les groupes populaires face à l'État

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/89272ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Durand Folco, J. (2018). Du municipal au municipalisme. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (20), 104–111.

Du municipal au municipalisme

Jonathan Durand Folco

Professeur à l'École d'innovation sociale de l'Université Saint-Paul

Les luttes régionales au Québec se déroulent principalement sur deux fronts. Le front *écologique* vise à contrer les projets d'exploration, d'exploitation et de transport des hydrocarbures qui menacent les milieux de vie, tandis que le front *économique* lutte contre le démantèlement des outils de développement local et régional qui fragilise les communautés face à l'État et aux grandes industries. Loin d'être séparées, ces mobilisations citoyennes se rejoignent dans un besoin commun de défendre les conditions d'existence des communautés territoriales, et elles prennent une signification particulière à l'échelle municipale. En effet, les villes et les villages constituent un terrain d'action privilégié de ces mouvements sociaux, lesquels auraient avantage à développer une stratégie politique visant la réappropriation démocratique des institutions locales.

Après avoir analysé la spécificité de chacun des fronts qui structurent la dynamique des mouvements sociaux en région, nous montrerons en quoi ces diverses luttes auraient intérêt à converger dans un projet politique commun afin de surmonter certaines contradictions et d'augmenter leur force de frappe. Nous essayerons ensuite de tracer les grandes lignes du municipalisme, courant qui conçoit la municipalité comme le tremplin potentiel d'une transformation démocratique de la vie sociale, économique et politique. Loin de représenter une simple application des idées socialistes à l'échelle locale, le municipalisme représente un changement de paradigme qui permet de réinventer l'action politique émancipatrice, comme en témoignent certaines expérimentations à travers le monde. Notre hypothèse pose que le municipalisme pourrait permettre à la gauche de s'enraciner dans une pluralité de milieux tout en jetant les bases d'une transformation plus profonde du modèle économique dominant.

Enfin, nous soulignerons brièvement certains défis relatifs à la mise en place d'un mouvement municipaliste au Québec. Nous montrerons que ces obstacles ne sont pas insurmontables, et que les villes et les villages du Québec représentent un terrain propice pour mener diverses expérimentations économiques, canaliser les résistances locales, puis mettre en place certaines réformes radicales sur le plan institutionnel. Ainsi, cet article cherche à répondre à la question suivante : le municipalisme représente-t-il une piste d'action qui mériterait d'être expérimentée par les mouvements sociaux dans différentes régions afin d'accélérer la transition vers un nouveau système ?

Les deux fronts du mouvement régional

Depuis les dix dernières années, les « luttes régionales¹ » au Québec ont pris deux formes principales. La première est centrée sur l'opposition aux projets industriels visant l'extraction et le transport des hydrocarbures : le port méthanier Rabaska, les projets d'exploration de gaz de schiste dans la vallée du Saint-Laurent, le projet d'exploration pétrolière à Anticosti, le projet d'oléoduc Énergie Est de TransCanada, l'exploitation du pétrole en Gaspésie, etc. La campagne *Coulez pas chez nous!* exprime de façon condensée l'esprit de ce front écologique prenant racine dans différentes régions du Québec. Une foule d'organisations ont émergé en réponse à la multiplication des projets d'exploitation des hydrocarbures qui s'est accélérée avec l'épuisement des ressources énergétiques conventionnelles : comités citoyens contre les gaz de schiste, Coalition Vigilance Oléoducs, Non à une marée noire dans le Saint-Laurent, Tache d'huile, etc.

Le deuxième front des luttes régionales, plus récent, s'est développé suite aux interventions du gouvernement libéral de Philippe Couillard qui a restructuré, voire aboli plusieurs organisations de développement local en 2014 et 2015. La coalition *Touche pas à mes régions!* symbolise ce front économique qui dénonça l'abolition des centres locaux de développement (CLD) et d'instances de concertation comme les conférences régionales des élus (CRÉ), de même que les fortes coupes budgétaires dans les corporations de développement économique communautaire (CDEC), les carrefours jeunesse-emploi (CJE) et des organismes sans but lucratif comme Solidarité rurale. Ces nombreuses restructurations participent d'un mouvement général de centralisation du pouvoir dans les mains de l'État, notamment dans le système de santé qui a subi le même genre de traitement sous les réformes du ministre Gaétan Barrette.

1 Nous entendons par « lutte régionale » un mouvement social, une mobilisation citoyenne ou une lutte populaire prenant racine dans une ou plusieurs régions à l'extérieur de la métropole d'un État. Bien que Montréal puisse aussi être considérée comme une région du point de vue administratif, l'opposition entre Montréal et les « régions » dans l'espace public renvoie à une tension entre le centre et la périphérie, la « grande ville », puis son dehors : les banlieues et les milieux ruraux.

Dans les deux cas, un même sentiment de dépossession et d'autodéfense des communautés locales semble se dégager face aux actions des élites économiques et politiques qui cherchent à imposer de grands projets ou des réformes bureaucratiques sans consultation préalable des groupes concernés. Par exemple, la coalition *Touche pas à mes régions* :

dénonce l'absence de dialogue du gouvernement du Québec avec des acteurs incontournables qui contribuent à assurer la vitalité et le développement de l'ensemble des régions du Québec ; déplore l'absence de vision du gouvernement du Québec en matière de développement régional, s'oppose au mouvement de centralisation sans précédent amorcé par le gouvernement du Québec ; veille à ce que les régions du Québec demeurent autonomes et maîtres [sic] de leur développement².

Du côté du front écologique, l'État québécois semble aussi être davantage à l'écoute des lobbys des grandes industries gazières et pétrolières que des communautés locales qui s'opposent pour la plupart aux projets d'exploitation et transport d'hydrocarbures.

Ainsi, le clivage politique déterminant des luttes régionales ne semble pas prendre la forme d'une opposition entre la gauche et la droite, mais d'une lutte entre le « haut » et le « bas », entre la centralisation du pouvoir dans les mains de l'État et des grandes industries d'une part, et l'autonomie des communautés locales d'autre part. Cela ne veut pas dire que le débat en termes gauche/droite ne soit plus pertinent pour l'analyse des enjeux et des luttes, mais que cet axe idéologique ne structure plus vraiment l'imaginaire collectif des principaux mouvements sociaux depuis la dernière grande crise financière de 2007-2008. La montée des populismes xénophobes, tout comme les grands soulèvements populaires des *Indignados* et du mouvement *Occupy*, opposent généralement le 1 % aux 99 %, la caste ou les élites au « peuple », celui-ci prenant parfois le sens d'un peuple-ethnie, et d'autres fois celui des classes moyennes et populaires. L'opposition entre le « centre » et la « périphérie », entre les grandes villes cosmopolites et les régions rurales plus conservatrices, recoupe aussi ce même clivage, qui exprime une tension croissante entre la concentration du pouvoir et la perte d'autonomie des communautés locales face à leurs conditions d'existence.

Le thème des conditions d'existence ou de la protection du milieu de vie représente une dimension centrale des luttes régionales. Sur le plan économique, des organisations comme les CLD, CDEC et CJE constituaient des éléments précieux pour assurer l'autonomie, la résilience et le développement endogène des communautés, bref un certain contrôle sur les conditions sociales et économiques d'un territoire. Il en va de même pour le front écologique, qui ne comprend pas seulement la défense

2 <<http://toucheapasamesregions.ca/>>.

des espaces verts ou de la « nature sauvage », mais l'ensemble des conditions naturelles et matérielles qui permettent d'assurer la subsistance des humains dans un lieu déterminé : écosystèmes, agriculture, eau potable, patrimoine local, etc. Ces multiples éléments du « milieu habité », qui est à la fois naturel, social, culturel et symbolique (pensons au rôle du fleuve Saint-Laurent dans l'imaginaire québécois), se retrouvent aujourd'hui menacés par des projets imposés « par le haut », ceux-ci mettant en péril la possibilité pour les individus d'habiter dans leur coin de pays en toute tranquillité. Comme le souligne André Gorz :

Les premières manifestations de ce qui allait devenir le mouvement écologique étaient dirigées, en Amérique du Nord puis en Europe, contre des mégatechnologies en faveur desquelles les industries privées et/ou les administrations publiques déposaient les citoyens de leur milieu de vie. Ce milieu était bouleversé, technicisé, bétonné, colonisé pour correspondre aux exigences de la mégamachine industrielle. Celle-ci aliénait aux habitants le peu qu'il leur restait du milieu naturel, les agressait par des nuisances et, plus fondamentalement, confisquait le domaine public au profit d'appareils techniques qui symbolisaient la violation par le Capital et par l'État du droit des individus à déterminer eux-mêmes leur façon de vivre ensemble, de produire et de consommer³.

L'autodéfense des milieux de vie devient alors un important élément déclencheur de mobilisations locales, notamment dans les régions plus durement affectées par les coupes budgétaires, la centralisation des décisions et les grands projets industriels qui ont un impact considérable sur le plan environnemental. Dans cette configuration historique, il n'est pas étonnant que le front écologique et le front du développement économique local soient au cœur des luttes à l'extérieur des grands centres. Or, malgré quelques victoires de mobilisations citoyennes qui ont réussi à bloquer certains projets (Rabaska, gaz de schiste, Énergie Est, projets souvent abandonnés pour des raisons économiques), les luttes régionales n'arrivent pas à construire un réel rapport de force face aux grandes entreprises et à l'État. Du moins, ces mouvements ne parviennent pas à renverser la vapeur en faveur de l'autonomie locale ; bien qu'ils réussissent parfois à éviter le pire en remportant quelques batailles, la pression continue du capitalisme et de l'État sur les communautés ne fait qu'augmenter année après année.

Dans ce contexte, comment unifier les luttes à l'échelle locale et régionale pour dépasser les simples mobilisations en réaction aux « grands projets inutiles et imposés⁴ », et construire les bases durables d'un modèle de développement local favorable

³ André Gorz, *Écologica*, Paris, Galilée, 2008, p. 50-51.

⁴ Voir Angela Bolis, « Tour de France des "grands projets inutiles" », *Le Monde*, 1^{er} juillet 2013.

à l'égalité, à la résilience socioécologique et à la démocratie ? Comment remédier à la perte de pouvoir des régions et des communautés territoriales face à l'État central, en organisant un contre-pouvoir au-delà des groupes de la société civile ? Autrement dit, est-il possible d'inventer un projet politique commun qui pourrait articuler les luttes régionales et les traduire sur le plan institutionnel ?

Vertus du municipalisme

L'hypothèse stratégique pour relever ce défi de taille, développée plus en profondeur dans un livre consacré à la question municipale⁵, consiste à présenter la municipalité comme un tremplin potentiel d'une transformation démocratique de la vie sociale, économique et politique. Le municipalisme, courant politique quasi inexistant au Québec, prend ses racines dans de multiples expériences historiques qui ont fait de l'autogouvernement local le pilier de la liberté politique : Cité athénienne, communes médiévales, *town meetings* de la Nouvelle-Angleterre, sections parisiennes de la Révolution française, Commune de Paris de 1871, etc. De nos jours, la double domination du capitalisme et de l'État-nation centralisé favorise un retour en force de cette tradition politique oubliée. D'une part, le municipalisme « oriental », expérimenté par le mouvement de libération kurde qui actualise les idées du philosophe anarchiste américain Murray Bookchin dans un contexte géopolitique assez particulier, voit maintenant une « révolution socialiste, féministe, pluriethnique et écologique qui prend forme, officiellement, depuis novembre 2013⁶ » dans la région du Rojava, en Syrie. D'autre part, le municipalisme « occidental » émerge principalement dans les « mairies rebelles » d'Espagne, où des plateformes citoyennes municipalistes se sont imposées lors des élections municipales de 2015 dans les villes de Barcelone, Madrid, Cadix, Saragosse, Séville, Valence, etc.⁷

Loin de représenter un mouvement politique isolé, la « gauche municipaliste » est en train de prendre forme dans différents coins du globe. En témoigne le premier Sommet international municipaliste organisé à Barcelone en juin 2017, où des activistes, groupes locaux et partis municipaux de 150 villes à travers le monde ont partagé des pratiques, expériences et réflexions sur une foule d'enjeux : démocratie radicale au conseil municipal, soutien de l'économie sociale et solidaire, communs urbains, féminisation de la politique, lutte contre le néolibéralisme et l'extrême droite, remunicipalisation des services publics, etc.⁸ Le projet politique du municipalisme peut se résumer à l'idée suivante : favoriser la soutenabilité démo-

5 Jonathan Durand Folco, *À nous la ville ! Traité de municipalisme*, Montréal, Écosociété, 2017.

6 « De retour de la révolution du Rojava », article traduit de l'anglais par Jean Ganesh et Farid Belkhatir pour la revue *Ballast*, 25 mars 2017.

7 Ludovic Lamant, *Squatter le pouvoir. Les mairies rebelles d'Espagne*, Montréal, Lux, 2016.

8 Voir à ce titre le site Web de l'événement intitulé *Fearless Cities* : <<http://fearlesscities.com/>>.

cratique, économique, sociale, environnementale et territoriale par la combinaison d'une foule d'innovations citoyennes, de réformes radicales et de pratiques émancipatrices à l'échelle locale. L'objectif consiste à développer une transition basée sur les communs et les communes⁹, dans une perspective de développement local autosoutenable et de « globalisation par le bas »¹⁰.

À titre d'exemple, voici une série d'institutions, de pratiques et d'initiatives mises en place dans plusieurs municipalités progressistes à travers le monde : budgets participatifs, conseils de quartier, appui actif à l'économie sociale et coopérative, entreprises municipales dans les domaines du développement immobilier et des télécommunications, transport public gratuit, monnaies locales complémentaires, financement massif du logement social et abordable, développement local d'énergies renouvelables, chartes de cogestion des communs urbains, villes refuges pour protéger les réfugié-e-s et immigrant-e-s face à la répression du gouvernement central, etc.¹¹ Évidemment, toutes ces mesures ne pourraient pas être mises en place du jour au lendemain au Québec, car les municipalités jouissent ici de compétences et de ressources financières limitées. Néanmoins, bon nombre de mesures peuvent déjà être expérimentées dans le cadre juridique et politique existant, et ce, sans compter les prises de position et les décisions qui pourraient être adoptées en débordant le champ de compétences étroit des municipalités. Par exemple, « 2100 collectivités territoriales – de la commune rurale à des régions entières – en Europe¹² » se sont déclarées des « zones libres », c'est-à-dire des territoires désobéissant au traité de libre-échange signé entre l'Union européenne et le Canada, au début de l'année 2016.

Cela étant dit, comment le municipalisme pourrait-il s'articuler aux luttes régionales au Québec ? D'une part, l'idée de la défense du milieu de vie et des conditions d'existence des communautés locales se situe au cœur du projet municipaliste. D'autre part, les municipalités québécoises ont joué un rôle clé dans l'opposition à différents projets industriels comme Énergie Est, de même que dans la contestation des coupes budgétaires du gouvernement Couillard concernant les outils de développement local¹³. Bref, il semble y avoir une certaine résonance entre les revendications des mobilisations citoyennes qui se butent à la sourde oreille de l'État central, mais trouvent un écho favorable à l'échelle municipale, puis la perspective générale du municipalisme qui

9 Pour se familiariser avec les concepts de communs et communes, on pourra consulter Fanny Theurillat-Cloutier, « Après le communisme : le commun et la commune », *Nouveaux Cahiers du socialisme*, n° 17, hiver 2017. (NdR)

10 Alberto Magnaghi, *Le projet local*, Bruxelles, Mardaga, 2003.

11 Pour un tableau plus détaillé de ces initiatives, voir Jonathan Durand Folco, *À nous la ville !*, op. cit., chapitre 2.

12 Sophie Chappelle, « Ces "zones libres" en Europe qui privilégient les alternatives locales face au néolibéralisme global », *Basta*, 16 mars 2016.

13 Alexandre Shields, « Fronde municipale contre le projet Énergie Est », *Le Devoir*, 26 février 2015.

cherche à renforcer l'autonomie et l'autogouvernement des communautés locales. De plus, considérant qu'il semble y avoir une perception répandue que la gauche québécoise serait principalement concentrée dans les quartiers centraux de la ville centre, évoquant même un projet politique « montréalocentré », la formation d'un mouvement progressiste issu des différentes régions du territoire, défendant la démocratie locale, la solidarité intermunicipale, la décentralisation des pouvoirs, la justice sociale et la transition écologique, représenterait une occasion en or pour organiser les forces sociales et émancipatrices dans une foule de milieux au Québec.

Défis et perspectives d'un mouvement municipaliste québécois

Évidemment, plusieurs défis importants pèsent sur l'émergence d'un mouvement municipaliste québécois. Tout d'abord, la culture politique québécoise centrée sur le rôle déterminant de l'État dans le cadre de la Révolution tranquille et la consolidation du « modèle québécois », de même que l'emprise de la question nationale concernant le statut politique du Québec, ont contribué à la marginalisation des municipalités comme terrain prometteur de l'action politique. De plus, l'histoire récente de la gauche politique organisée (et du parti Québec solidaire) explique peut-être également la négligence des élections municipales comme véhicule possible de diffusion des idées progressistes. Ensuite, le fait que les différents partis politiques ne se présentent pas à tous les paliers de gouvernement (contrairement à l'Europe) contribue probablement au fait que la municipalité n'apparaît pas comme un espace potentiel de politisation et de transformation sociale. Enfin, les faibles pouvoirs des municipalités, simples créatures de l'État provincial, font que celles-ci n'apparaissent pas comme un véritable levier pour instaurer des réformes radicales et des mesures capables de favoriser la justice sociale, la prospérité économique locale et la transition écologique. Tout cela sans compter le fait que la participation aux élections municipales est relativement faible (50 % en 2013) et que la politique municipale ne semble pas interpeller les jeunes et les forces du changement.

Malgré cela, tous ces défis peuvent être retournés en occasions d'innovation et d'expérimentation politique. Comme le note sagement Winston Churchill, « le pessimiste voit la difficulté dans chaque opportunité, l'optimiste voit l'opportunité dans chaque difficulté ». Premièrement, la méfiance grandissante à l'égard de l'État, que ce soit au Québec ou dans d'autres démocraties libérales en Occident, contribue à la revalorisation des municipalités, villes ou villages comme espaces potentiels pour refonder la communauté politique. Deuxièmement, le fait que la gauche québécoise ne soit pas encore organisée au niveau municipal ouvre un espace pour la création d'un nouveau mouvement politique à cette échelle. D'ailleurs, il serait possible de s'inspirer de l'expérience éphémère, mais puissante du Front d'action politique (FRAP) qui a réussi à faire converger le deuxième front syndical, les comités citoyens et le mouvement

étudiant en 1970 à Montréal et dans d'autres municipalités au Québec¹⁴. Troisièmement, l'absence d'un mouvement politique coordonné dans différentes municipalités laisse place à la possibilité d'un effet de surprise si plusieurs plateformes citoyennes s'imposaient dans les villes et villages lors des élections municipales de 2021, un peu à la manière des « mairies indignées » d'Espagne. D'ailleurs, le faible pouvoir des municipalités considéré isolément pourrait être contrebalancé par la formation d'un front municipal, c'est-à-dire d'une coalition de « villes rebelles » qui pourraient contester la domination du pouvoir central tout en mettant en place une série de réformes et d'expérimentations démocratiques à l'échelle locale. C'est d'ailleurs là la principale force du municipalisme, qui peut représenter un développement organique des luttes locales et régionales en permettant aux citoyens et citoyennes de réinventer l'action politique à l'extérieur du carcan des grands partis existants. Si l'indifférence, le cynisme et l'apathie citoyenne sont bien des pathologies de la politique en général, et de la politique municipale en particulier, cette situation pourrait bien être renversée par l'arrivée d'un projet municipaliste inédit, à mi-chemin entre la dynamique horizontale des mouvements sociaux et l'ambition des partis politiques visant le changement social par la transformation des institutions.

Car c'est bien là l'esprit qui anime le municipalisme : la réappropriation citoyenne des institutions locales en vue d'accélérer la transition vers un nouveau système économique, social et politique. Comment constituer un tel mouvement au Québec ? Quel genre d'organisation doit-on mettre en place pour assurer l'émergence d'un mouvement municipaliste à la fois efficace et démocratique : un réseau informel, un parti unifié, un regroupement des groupes locaux ou de partis municipaux ? Voilà un ensemble de questions pratiques qui méritent d'être approfondies et transformées en action politique pour éviter que le municipalisme ne reste une simple idée dans la tête de quelques intellectuels socialistes.

14 Paul Cliche, « La violence faite au FRAP », *À bâbord !*, n° 36, octobre-novembre 2010.